

4^{ème} Comité de pilotage du PRESAN

Discours de S.E.M. Hamada Madi, Secrétaire général de la Commission de l'Océan Indien

Mahé (Seychelles), 3 décembre 2019

Excellence Monsieur le ministre de la Pêche et de l'Agriculture de la République des Seychelles,
Monsieur le Secrétaire principal du département de l'Agriculture des Seychelles,
Monsieur l'Officier permanent de liaison des Seychelles,
Monsieur le représentant du Fonds international pour le développement agricole,
Mesdames, Messieurs les représentants des Etats membres de la Commission de l'Océan Indien,
Mesdames, Messieurs les représentants du bureau régional de la FAO,
Chers collègues,
Mesdames, Messieurs,

J'ai beaucoup de plaisir à me retrouver ici, aux Seychelles, à l'occasion du quatrième Comité de pilotage de notre Programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle, le PRESAN. Je vois d'ailleurs comme un clin d'œil le choix de tenir notre réunion ici, à Mahé, alors que les Seychelles occupent la présidence du Conseil des ministres de la COI avant de passer le flambeau prochainement à l'Union des Comores.

Mesdames, Messieurs,

Il est certainement utile que je rappelle l'origine du PRESAN pour que nos amis de la presse seychelloise, entre autres, comprennent bien l'importance de ce programme de la COI pour le développement de notre région.

Nos îles, et particulièrement les Seychelles, sont des importateurs nets de denrées alimentaires et agricoles qui viennent souvent de territoires lointains. Cette dépendance aux importations entraîne des coûts parfois élevés des denrées alimentaires, une vulnérabilité aux aléas des cours mondiaux et aussi une empreinte carbone importante. A cela s'ajoutent des habitudes alimentaires qui engendrent des problèmes de santé publique, qu'il s'agisse de carences ou, à l'inverse, de régimes trop riches à l'origine de maladies cardiovasculaires, entre autres.

Le PRESAN offre un cadre de coopération adapté pour réaliser l'objectif de développement durable n°2 « zéro faim » qui vise non seulement à éradiquer la faim mais aussi à améliorer l'accès à une nourriture saine. Comme vous le savez, la COI et ses partenaires, la FAO et le FIDA, soutiennent les Etats membres à recouvrer leur souveraineté alimentaire. Pour cela, nous avons la chance de pouvoir disposer, dans notre région, d'une grande île, Madagascar, qui dispose des plus vastes surfaces agricoles utiles de l'Indianocéanie. Mais le PRESAN ne se concentre pas uniquement sur le potentiel de Madagascar : les profils variés des agricultures de nos îles sont une chance et chaque Etat membre

de la COI est directement concerné par le PRESAN qui ambitionne aussi de dynamiser le commerce régional des denrées agricoles et alimentaires. Par exemple, la production halieutique des Seychelles pourrait trouver une place privilégiée sur les étals de la région au-delà de la seule industrie thonière et la filière avicole de Maurice pourrait trouver des débouchés supplémentaires et intéressants ici aux Seychelles comme aux Comores ou à La Réunion.

Mesdames, Messieurs,

La première phase du PRESAN, financée par le FIDA et la FAO, permet de poser le cadre d'une intervention réaliste et en phase avec les besoins et les capacités de la région.

Le don du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) appuie l'intégration des marchés agricoles régionaux dans l'espace COI. Cette activité, mise en œuvre jusqu'en mars 2020 par notre Unité Régionale de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle, l'URSAN basée à Antananarivo, a permis de réaliser et de débiter des études essentielles au développement de la production agroalimentaire et du commerce. Ces études portent sur les chaînes de valeurs prioritaires, sur les normes et les obstacles au commerce, ou sur l'élaboration d'une plateforme d'informations sur les opportunités d'affaires intrarégionales.

Il en ressort un potentiel concret d'échanges inter-îles de nature à renforcer le commerce régional et, par effet de levier, à abaisser la facture des importations lointaines, à réduire l'empreinte carbone de notre dépendance alimentaire, et surtout à valoriser des filières nationales. Ces études menées par l'URSAN et la FAO font ressortir les avantages comparatifs et donc les opportunités de développement des filières agricoles en fonction de la demande sous-jacente.

Avec le soutien de la FAO, la COI a mis en place des Comités nationaux techniques de suivi du PRESAN afin de mobiliser au mieux les acteurs nationaux. Cette démarche a été complétée par une sensibilisation sur le PRESAN qui a porté ses fruits et a permis de mieux faire comprendre les objectifs de notre ambitieux programme qui mobilise aussi bien le secteur public que les opérateurs privés de nos îles.

Mesdames, Messieurs,

Il nous reste à présent à boucler les dernières études de la phase préparatoire afin d'engager concrètement les partenaires sur des activités touchant à la production, aux normes, à la nutrition ou encore au commerce. Notre objectif est de bâtir des projets opérationnels multi-bailleurs. Les membres du Comité de pilotage qui regroupe les représentants de nos Etats membres auront l'occasion d'en discuter plus en détail sur la base de l'avancement de l'étude en cours à ce sujet. Il nous restera à solliciter les bailleurs et donc à poursuivre notre plaidoyer pour impliquer les partenaires au développement comme le secteur privé.

Comme je le disais, le PRESAN constitue un cadre d'intervention global. Aussi, nous invitons les partenaires à discuter des synergies possibles entre les autres initiatives dans le secteur et celles mises en œuvre dans le cadre du PRESAN. Il s'agit de s'assurer d'une complémentarité effective et porteuse de résultats sur le terrain. Je pense, notamment, au projet sur la sécurité alimentaire sur les ressources du 11^e Fonds européen de développement ainsi qu'au Programme de développement des filières

agricoles inclusives du FIDA à Madagascar. Il s'agit là d'opportunités que nous devons chercher à saisir.

Je terminerai en soulignant l'importance de réunir autour du PRESAN les ministres chargés de l'Agriculture de nos Etats membres, les bailleurs, les acteurs économiques et les représentants des communautés paysannes. Ce sera tout l'objet d'une conférence ministérielle sur la sécurité alimentaire que nous espérons pouvoir tenir durant le premier trimestre 2020 à Madagascar. Il s'agira de discuter et de s'entendre sur des projets multi-bailleurs et aussi de créer des synergies dans des filières porteuses, à l'instar de la filière maïs.

Un dernier mot pour remercier la FAO et le FIDA pour leur accompagnement, un remerciement spécial également à l'équipe de la représentation régionale de la FAO pour sa contribution effective et à l'équipe de l'URSAN pour la préparation de cette réunion. Je tiens enfin à remercier les autorités seychelloises pour la chaleur de l'accueil et les dispositions prises pour que nous travaillions dans les meilleures conditions. Je vous remercie de votre attention.